



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 2 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20 janvier 2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Adial

Route de Moulismes
Lafondaulan
86430 Adriers

Références : 2026 100 UbD16-86 Env86
Code AIOT : 0007203025

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 janvier 2026 dans l'établissement Adial implanté Route de Moulismes Lafondaulan 86430 Adriers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Adial
- Route de Moulismes Lafondaulan 86430 Adriers
- Code AIOT : 0007203025
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Réglémentée initialement par l'arrêté préfectoral n° 2001-D2/B3-516 du 31 décembre 2001, complété par l'arrêté préfectoral n° 2014-DRCLAJ/BUPPE-217 du 1er octobre 2014, par l'arrêté préfectoral n°2021 DCPAT/BE-208 en date du 21 octobre 2021, et par l'arrêté préfectoral n°2025 SGAD/BE-114 en date du 5 juin 2025 la société Adial est autorisée à exploiter un établissement spécialisé dans la fabrication de lingots d'alliage d'aluminium classé notamment sous la rubrique n° 3250-a (production, transformation des métaux et alliages non ferreux).

L'usine est située en milieu rural au bord de la route départementale D 729 à 400 mètres de la sortie nord-est du bourg d'Adriers. L'établissement emploie une trentaine de personnes sur le site, et fonctionne en 2x8 ou en 3x8.

La société réalise :

- des alliages mères d'aluminium élaborés à partir d'aluminium primaire pur à 99,5 % au minimum auquel est ajouté, selon la qualité de l'alliage recherché, du magnésium, du silicium, du cuivre, du strontium, etc. Les produits finis (lingots ou grenaille) sont destinés aux fonderies en tant qu'alliages de correction ou de modification ;
- des alliages primaires de base aluminium ou de base zinc destinés aux fonderies pour la fabrication de produits moulés ;
- la transformation des jets de coulées d'alliages d'aluminium et de zinc en provenance de fonderies (fusion puis remise au titre éventuelle) en lingots destinés aux fonderies d'aluminium ;
- une activité de négoce de métaux et alliages d'aluminium ou de zinc.

La société a souhaité se doter d'un four à induction d'une capacité de 3 tonnes, afin d'assurer une capacité de production de 90 t/j, soit une augmentation de 60 t/j comparée à la capacité précédente de 30 t/j.

Cette extension de capacité (rubrique 3250 de la nomenclature ICPE) a nécessité une demande d'autorisation environnementale qui a été déposée le 16 novembre 2023 et complétée le 11 avril 2024.

Cette demande d'autorisation s'accompagnait également d'un réaménagement des zones de production et de stockage avec :

- un agrandissement du bâtiment de production (construction d'un bâtiment de 887 m² à l'est du site) ;
- la création de voiries ;
- le déplacement de la cuve de GPL de propane (qui est passée de 13 tonnes à 25 tonnes) ;
- implantation de deux réserves incendies (2x240 m³) ;
- la création d'un bassin de collecte des eaux pluviales et de rétention.

Le projet a été autorisé par l'arrêté préfectoral n°2025 SGAD/BE-114 en date du 5 juin 2025.

Le site est donc actuellement équipé de 2 fours de fusion à induction et de 4 fours de fusion au gaz propane, selon l'organisation suivante :

- four à induction de 1,2 tonne, qui alimente l'un des 2 fours « zinc » de 1,5 tonne relié à une lingotière ;
- four carrousel de 800 kg ;
- nouveau four à induction de 3 tonnes (exploité depuis début 2025), qui alimente l'autre four « zinc » et le four « alu » de 1,5 tonne, tous deux reliés à une lingotière dont le fonctionnement est adapté au flux.

À noter que les fours à fusion au gaz propane sont principalement utilisés comme fours de maintien.

Ces installations sont soumises aux dispositions de la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V du code de l'environnement relatives à la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite IED (industrial emissions directive).

La visite d'inspection réalisée le 20 janvier 2026, objet de ce rapport, a porté principalement sur le respect de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2025 SGAD/BE-114 en date du 5 juin 2025, suite aux modifications apportées sur le site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Surveillance des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu naturel	AP Complémentaire du 21/10/2021, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Entretien débourbeurs	AP Complémentaire du 06/10/2014, article 4.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Captation des rejets atmosphériques des fours	Arrêté Préfectoral du 05/06/2025, article 2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Changement de fréquence d'analyse des poussières des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 21/10/2021, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	5 mois
7	Plan de localisation des risques	AP Complémentaire du 06/10/2014, article 7.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
8	Moyens de lutte contre incendie	Arrêté Préfectoral du 05/06/2025, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Vérifications périodiques des moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 06/10/2014, article 7.5.3 ; 7.2.4 ;	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
11	Bassin de rétention	Arrêté Préfectoral du 05/06/2025, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
12	Entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 05/06/2025, article 7	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
14	Cuve aérienne de propane	Arrêté Préfectoral du 05/06/2025, article 8.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
16	Etat des stocks des produits	AP Complémentaire du 06/10/2014, article 7.1.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	dangereux		l'exploitant	
18	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6, 7 et 15	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
19	Mesures de prévention (fours de fusion induction)	AP Complémentaire du 05/06/2025, article 1.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
20	Rétentions de l'eau glycolée	AP Complémentaire du 05/06/2025, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
21	Classement éventuel du système aéroréfrigérant	Code de l'environnement du 09/12/2020, article L512-7 et L512-8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 05/06/2025, article 3.4.1
5	Analyse des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 21/10/2021, article 7 et 13
10	Plan des réseaux d'eau	AP Complémentaire du 06/10/2014, article 4.2.2
13	Séparation des déchets	AP Complémentaire du 06/10/2014, article 5.1.2
15	Inertage de l'ancienne cuve de Gazole Non routier (GNR)	Arrêté Préfectoral du 05/06/2025, article 9
17	Chaufferies	Arrêté Préfectoral du 06/10/0214, article 7.2.2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le service en charge des installations classées pour la protection de l'environnement demande à l'exploitant des actions correctives concernant :

- la captation des rejets atmosphériques,
- l'entretien des débourbeurs,
- les contrôles de vérifications périodiques des moyens de lutte contre l'incendie (désenfumage, détecteurs, rampe d'arrosage de la cuve de propane...),
- la signalisation du bassin de rétention,
- l'entreposage des déchets,
- l'état des stocks des produits dangereux,
- les rétentions de l'eau glycolée,
- les équipements sous pression (2 cuves d'air),
- les mesures de prévention des fours à induction,

- le plan de localisation des risques, et le plan sur les moyens de lutte contre l'incendie à l'entrée du site,
- le classement éventuel du système aéroréfrigérant

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2025, article 3.4.1				
Thème(s) : Risques chroniques, pollution des eaux souterraines				
Prescription contrôlée :				
<i>" Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :</i>				
Pt de mesure	N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site	Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau	Profondeur de l'ouvrage
PZ1	BSS001PSHD	amont	nappe du socle granodioritique du massif d'ADRIERS	19 m
PZ2	BSS001PSHE	aval	nappe du socle granodioritique du massif d'ADRIERS	19 m
PZ3	BSS001PSLC	aval	nappe du socle granodioritique du massif d'ADRIERS	22 m
<i>L'exploitant procède à l'analyse des eaux souterraines, dans chacun des trois ouvrages listés supra, dans les conditions suivantes :</i>				
Paramètres		Code Sandre	Fréquence des analyses	
aluminium		1370	semestrielle	
zinc		1383	semestrielle	
nickel		1386	semestrielle	
cuivre		1392	semestrielle	
fer		1393	semestrielle	
hydrocarbures totaux		9969	semestrielle	
BTEX		5918	semestrielle	
<i>Les prélèvements sont réalisés deux fois par an, lors des périodes de hautes eaux et basses eaux. La mesure de l'altitude du niveau piézométrique (ou niveau de la nappe) est réalisée à chaque campagne afin d'identifier l'amont et l'aval hydraulique.</i>				
<i>Les résultats de la surveillance, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant dans le mois qui suit leur réception par le biais du site internet mis en place à cet effet par le ministère chargé de l'environnement.</i>				
<i>Si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.»</i>				
Constats :				
Les analyses ont bien été réalisées à une fréquence semestrielle par IGEO. La dernière analyse a été effectuée en octobre 2025 et l'analyse précédente a été réalisée en mars 2025				
Tous les paramètres demandés dans l'AP ont été analysés, et il n'est pas constaté de différences significatives dans les concentrations relevées, entre amont et aval hydraulique.				
Type de suites proposées : Sans suite				

N° 2 : Surveillance des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu naturel**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 21/10/2021, articles 3.3 et 10**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu naturel**Prescription contrôlée :**Fréquence

Article 3.3 de l'arrêté préfectoral du 5 juin 2025 :

" Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre pour le point de rejet n°1 :

Paramètres	Type de suivi	Périodicité de la mesure
listés à l'article 4.3.9 du présent arrêté	conforme aux préconisations du guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE de février 2022	semestrielle

Les résultats de la surveillance, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant dans le mois qui suit leur réception par le biais du site internet mis en place à cet effet par le ministère chargé de l'environnement.»

Valeurs limites d'émission (VLE)

Article 10 de l'APC du 21 octobre 2021

« L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : n°1 et 2

Paramètres	Code SANDRE	Concentration moyenne journalière
MES	1305	100 mg/l
DBO5	1313	100 mg/l
DCO	1314	300 mg/l
HCT	7009	5 mg/l
Métaux totaux (Al+Cd+Cu+Cr+Fe+Ni+Pb+Sn+Zn)	8097	5 mg/l
Al et ses composés	1370	5 mg/l
As et ses composés	1369	50 µg/l
Cd et ses composés	1388	50 µg/l
Cr totaux	1389	0,2 mg/l
Cr VI	1371	0,1 mg/l
Cu et ses composés	1392	0,2 mg/l
Fer	1393	2 mg/l
Pb et ses composés	1382	0,2 mg/l
Ni et ses composés	1386	0,2 mg/l
Zn et ses composés	1383	1,5 mg/l

Constats :

<p>Les analyses sont bien réalisées par IGEO à une fréquence semestrielle et tous les paramètres demandés par l'arrêté préfectoral ont été analysés.</p> <p>En 2025, les analyses ont été réalisées en mars et en octobre. Lors de la dernière analyse d'octobre il a été constaté des dépassements des valeurs limites d'émission concernant la DBO5 (mesure à 190 mgO2/L alors que la VLE est de 100 mg/l), et concernant la DCO (mesure à 330 mgO2/L alors que la VLE est de 300 mg /l).</p> <p>Le prestataire a précisé dans l'application GIDAF que ces dépassements pourraient s'expliquer par un défaut d'entretien des débourbeurs (cf point de contrôle suivant n° 3 : « entretien des débourbeurs »).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place des actions correctives afin que tous les paramètres des eaux résiduaires soient inférieurs aux valeurs limites d'émission, notamment la DBO5 et la DCO dont les valeurs ont été dépassées lors de l'analyse d'octobre 2025.</p> <p>Le respect des VLE doit être atteint tout au long de l'année, en procédant si besoin à un entretien plus fréquent des dispositifs de traitement et du réseau.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Entretien débourbeurs

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/10/2014, article 4.3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entretien débourbeurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Article 4.3.4 Entretien et conduite des installations de traitement</i></p> <p><i>"[...] Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées."</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Les travaux de voirie ont été finalisés en septembre 2024. Il y a trois débourbeurs présents sur le site afin de traiter les eaux de ruissellement.</p> <p>L'entretien des débourbeurs n'a pas été fait en 2024, ni en 2025. L'exploitant indique que l'entretien est prévu le 3 février 2026. Il a transmis à l'inspection un devis signé avec la société Morlat.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit procéder à l'entretien des débourbeurs dans un délai d'un mois, et transmettre à l'inspection des installations classées, le bordereau de suivi de déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Captation des rejets atmosphériques des fours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2025, article 2				
Thème(s) : Risques chroniques, Captation des rejets atmosphériques du four				
Prescription contrôlée : <i>"Article 2 Protection de la qualité de l'air :</i> <i>Les dispositions de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2014 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :</i>				
N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur minimale en m	Débit nominal minimal en Nm³/h	Vitesse minimale d'éjection en m/s
1	fours de fusion / maintien	10	6 500	5
<i>L'installation de traitement des rejets atmosphériques comprend :</i> <ul style="list-style-type: none"> <i>un circuit de récupération avec injection de charbon actif qui, par action mécanique, facilite le captage des NO_x et des dioxines ;</i> <i>un cyclone, qui permet d'éliminer les plus grosses particules de poussières ;</i> <i>un filtre à manches, au sein duquel sont retenues les autres particules de poussières. »</i> 				
Constats : Il y a actuellement sur le site : 4 fours de fusion/ maintien (fonctionnant avec du gaz propane), et 2 fours à induction (de 1,2 tonnes et de 3 tonnes). Les canalisations de captation des rejets de l'ensemble des fours du site sont regroupées afin de constituer un seul point de rejet. Avant évacuation par la cheminée, l'air empoussiéré passe par des filtres cyclones et des filtres à manches. Un dispositif permettant l'injection du charbon actif a été installé, mais il n'est pas utilisé pour l'instant, les paramètres mesurés étant inférieurs aux valeurs limites d'émission prescrites dans l'arrêté préfectoral. Lors de la visite du site, l'inspection constate que lors de la bascule du four induction de 1,2 tonne permettant la coulée du métal fondu vers un four de fusion, une partie des fumées n'est pas aspirée par la hotte localisée au droit du four induction. De plus, il est constaté que, lors du versement des métaux liquides dans le four à fusion (en sortie du four à induction), une grande partie des fumées n'est pas non plus aspirée par l'autre hotte dédiée à ce four. L'exploitant nous précise que cette hotte est mobile et qu'elle a été mal positionnée par l'agent.				
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :				

L'exploitant doit mettre en place des actions afin que l'ensemble des fumées des fours soient récupérées dans les conduits de récupération d'air. Il est demandé à l'exploitant d'évaluer si le dimensionnement des hottes et conduits de récupération des rejets atmosphériques des fours est suffisant, et de transmettre ces éléments à l'inspection. Si les dimensionnements sont insuffisants, l'exploitant devra transmettre les aménagements projetés en y associant un échéancier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Analyse des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/10/2021, article 7 et 13	
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse des rejets atmosphériques	
Prescription contrôlée : <i>Fréquence des analyses de rejets atmosphériques :</i> <i>Article 13 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 octobre 2021 :</i> <i>« [...]Les mesures portant sur les paramètres suivants sont effectuées à la fréquence définie dans le tableau ci-dessous au niveau de l'ensemble des effluents atmosphériques de l'établissement par un organisme agréé par le ministère en charge des installations classées :</i>	
Paramètres	Fréquence
<i>Concentration en O₂ ou CO₂ de référence</i>	<i>Annuelle</i>
<i>Poussières</i>	<i>Semestrielle *</i>
<i>SO₂</i>	<i>Annuelle</i>
<i>NO_x en équivalent NO₂</i>	<i>Annuelle</i>
<i>HCl</i>	<i>Annuelle</i>
<i>HF</i>	<i>Annuelle</i>
<i>COV totaux</i>	<i>Annuelle</i>
<i>PCDD/PCDF</i>	<i>Annuelle</i>
<i>Al</i>	<i>Annuelle</i>
<i>Pb</i>	<i>Annuelle</i>
<i>Zn</i>	<i>Annuelle</i>
<i>As+ Se +Te</i>	<i>Annuelle</i>
<i>Cd + Hg+ Tl</i>	<i>Annuelle</i>
<i>Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn</i>	<i>Annuelle</i>
<i>Chlorures</i>	<i>tous les 3 ans</i>
<i>Cu</i>	<i>tous les 3 ans</i>
<i>Mn</i>	<i>tous les 3 ans</i>
<i>Sb</i>	<i>tous les 3 ans</i>

* Si aucun dépassement de la valeur limite définie à l'article 3.2.3 du présent arrêté pour les rejets en poussières n'est constaté sur 4 mesures consécutives à partir de la mise en place des dispositifs de captation et de traitement des rejets atmosphériques, la fréquence de surveillance de ces rejets peut être annuelle, sur avis de l'inspection des installations classées et sur la base d'une demande dûment justifiée de l'exploitant. Elle redevient semestrielle en cas de dépassement de valeur.

- Valeurs limites d'émissions :

Article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 octobre 2021 :

« [...] Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Paramètres	Concentration moyennes journalières mg/Nm³
Concentration en O ₂ ou CO ₂ de référence	21 %
Poussières	5 mg/Nm ³
SO ₂	15 mg/Nm ³
NO _x en équivalent NO ₂	50 mg/Nm ³
Chlorures	5 mg/Nm ³
HCl	5 mg/Nm ³
HF	1 mg/Nm ³
COV totaux	10 mg/Nm ³
PCDD/PCDF	0,1 ng TEQ/Nm ³
Al	2 mg/m ³
Cu	1 mg/m ³
Mn	1 mg/m ³
Pb	1 mg/Nm ³ si le flux horaire dépasse 10 g/h
Sb	0,5 mg/m ³
As+ Se +Te	1 mg/Nm ³ si le flux horaire total dépasse 5 g/h
Cd + Hg+ Tl	0,05 mg/Nm ³ par métal et 0,1 pour la somme si le flux horaire total dépasse 1 g/h
Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	5 mg/m ³ si le flux > 25 g/h

Constats :

L'exploitant réalise bien les analyses prescrites : fréquence et paramètres mesurés.

En 2025, les analyses ont été effectuées le 5 février 2025 pour les poussières, et le 26 août 2025 pour tous les paramètres (y compris la poussière).

Tous les paramètres mesurés sont conformes dans ces deux analyses.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Changement de fréquence d'analyse des poussières des rejets atmosphériques**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 21/10/2021, article 13**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques : fréquence d'analyse des poussières**Prescription contrôlée :**

- Article 13 : «

Les mesures portant sur les paramètres suivants sont effectuées à la fréquence définie dans le tableau ci-dessous au niveau de l'ensemble des effluents atmosphériques de l'établissement par un organisme agréé par le ministère en charge des installations classées :

Paramètres	Fréquence
Concentration en O ₂ ou CO ₂ de référence	Annuelle
Poussières	Semestrielle *
SO ₂	Annuelle
NO _x en équivalent NO ₂	Annuelle
HCl	Annuelle
HF	Annuelle
COV totaux	Annuelle
PCDD/PCDF	Annuelle
Al	Annuelle
Pb	Annuelle
Zn	Annuelle
As+ Se +Te	Annuelle
Cd + Hg+ Tl	Annuelle
Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	Annuelle
Chlorures	tous les 3 ans
Cu	tous les 3 ans
Mn	tous les 3 ans

Sb	tous les 3 ans
<p>* Si aucun dépassement de la valeur limite définie à l'article 3.2.3 du présent arrêté pour les rejets en poussières n'est constaté sur 4 mesures consécutives à partir de la mise en place des dispositifs de captation et de traitement des rejets atmosphériques, la fréquence de surveillance de ces rejets peut être annuelle, sur avis de l'inspection des installations classées et sur la base d'une demande dûment justifiée de l'exploitant. Elle redevient semestrielle en cas de dépassement de valeur."</p>	
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a envoyé un mail le 22 janvier 2025 à l'IIC afin de solliciter une analyse annuelle, et non semestrielle, des poussières.</p>	
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Une disposition de l'article 13 dispose que l'exploitant peut solliciter un tel aménagement. Cependant, étant donné qu'une part non négligeable des rejets atmosphériques semble ne pas être récupérée par les hottes d'aspiration, il est demandé à l'exploitant au préalable, avant tout aménagement des prescriptions, de démontrer la bonne captation des fumées au sein de l'atelier de production (cf point de contrôle n°4 : "traitement des rejets atmosphériques du four de fusion").</p>	
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>	
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>	
<p>Proposition de délais : 5 mois</p>	

N° 7 : Plan de localisation des risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/10/2014, article 7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, risques accidentels
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Article 7.1.1. Localisation des risques</i> <i>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.l'environnement.</i> <i>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</i> <i>Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un plan de masse et un plan de localisation des risques, mais la cuve aérienne de propane n'est pas localisée sur le plan.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit compléter le plan de localisation des risques en ajoutant la cuve de propane.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Moyens de lutte contre incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2025, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 5 :</p> <p><i>"L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, notamment :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>• deux réserves d'eau d'une capacité unitaire de 240 m³, positionnées à proximité de l'entrée du site et au sud du bassin de rétention, dotées de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours ;</i> <i>• de dix big bags d'1 m³ de capacité unitaire de sable, maintenus secs, destinés notamment à la lutte contre l'incendie de métaux combustibles ;</i> <i>• d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;</i> <p><i>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période gel. L'exploitant s'assure de la vérification annuelle et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</i></p> <p>Dans un délai de 15 jours à compter de la date d'installation des deux réserves d'eau incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <i>• ces moyens de défense incendie font l'objet, auprès du service départemental d'incendie et de secours, d'une demande de réception ;</i> <i>• le plan schématique inaltérable positionné à l'entrée de l'établissement est mis à jour.</i>
<p>Constats :</p> <p>Les deux réserves d'eaux de lutte contre l'incendie ont été réceptionnées par le SDIS et sont bien répertoriées sur la carte interactive « Points d'eau DECI - SDIS 86 » de la plateforme d'échange de données en Nouvelle-Aquitaine « Pigma ».</p> <p>Les 10 bigs bags de sable sont dans une benne en acier et couverte sur laquelle est collée une étiquette indiquant la présence de sable. Le jour de l'inspection, la bâche recouvrant la benne ne couvre pas entièrement les bigs-bags, en raison de l'accumulation d'eau de pluie dont le poids détend les élastiques de maintien.</p> <p>Le plan d'évacuation avec la localisation des extincteurs a été transmis par l'exploitant.</p> <p>Le plan schématique inaltérable sur les moyens de lutte contre l'incendie, qui doit être positionné à l'entrée du site à destination du SDIS n'est pas présent. L'exploitant a indiqué qu'il avait transmis ce plan au SDIS par mail le 5 novembre 2025 pour sa mise à jour suite à l'extension du bâti, et à la mise en place du nouveau four à induction de 3 tonnes.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
<p>L'exploitant doit</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérifier l'absence d'accumulation d'eau de pluie sur la bâche couvrant les big-bags ; - réinstaller, une fois amendé, le plan sur les moyens de lutte contre l'incendie à l'entrée du site, une fois que sa mise à jour aura été finalisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Vérifications périodiques des moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/10/2014, article 7.5.3 ; 7.2.4 ;
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques des moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 7.5.3 : vérification périodique et maintenance des équipements <i>"L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</i></p> <p>- Article 7.2.4 Désenfumage <i>"Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie."</i></p> <p>-Article 7.3.4 Systèmes de détection et extinction automatiques <i>" Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</i> <i>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</i> <i>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus."</i></p>
<p>Constats :</p> <p><u>extincteurs</u> L'exploitant a transmis une déclaration de conformité au référentiel APSAD R4, datée du</p>

<p>17 juillet 2025 concernant les 48 extincteurs.</p> <p>Il a également transmis un compte-rendu de vérification périodique daté du 15 décembre 2025, ainsi que la liste des extincteurs, concluant à la conformité du parc aux exigences de la règle APSAD R4.</p> <p><u>désenfumage</u></p> <p>L'exploitant indique que le dernier contrôle de désenfumage a été réalisé le 7 mars 2024, mais qu'il n'a pas reçu le rapport ni la facture. Il prévoit de refaire un contrôle début 2026 : il a transmis l'accusé de la commande qu'il a passée avec Bosquet protection incendie.</p> <p><u>détection</u></p> <p>L'exploitant indique avoir un contrat avec Siemens qui réalise des interventions de maintenance préventives deux fois par an. La dernière a été réalisée le 2 octobre 2025 : le rapport a été transmis à la DREAL. Il y est notamment indiqué que 100 % des détecteurs ont été testés, ainsi que des alarmes incendie.</p> <p>L'exploitant n'a pas présenté la liste des détecteurs avec leur fonctionnalité, ni le registre des vérifications qu'il a effectuées sur les moyens de lutte contre l'incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit procéder au contrôle et à l'entretien des systèmes de désenfumage dans un délai de deux mois (accusé de commande transmis) et transmettre le rapport à l'inspection.</p> <p>Il doit également transmettre à l'inspection la liste des détecteurs avec leur fonctionnalité.</p> <p>Il doit également enregistrer les vérifications périodiques des matériels de lutte contre l'incendie sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 10 : Plan des réseaux d'eau

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/10/2014, article 4.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>-Article 4.2.2</p> <p><i>"Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) - les secteurs collectés et les réseaux associés - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute

<i>nature(interne ou au milieu). [...]"</i> - <i>Article 3.2 de l'AP 2025 :</i> « <i>Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point de rejet externe qui présente les caractéristiques suivantes :</i>				
Réf.	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Traitement avant rejet
Pt n°1	X : 530 989 Y : 6 576 310	eaux pluviales	fossé longeant la RD 729	séparateurs hydrocarbures puis transit par le bassin de rétention
<p><i>Le site dispose de trois séparateurs hydrocarbures, en amont hydraulique du point de rejet n°1 :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>• à proximité de l'entrée du site ;</i> <i>• à proximité de l'aire de nettoyage ;</i> <i>• au droit des voiries au nord de l'installation de traitement des rejets atmosphériques.</i> 				
<p>Constats :</p> <p>Un plan schématique des réseaux d'eaux pluviales daté du 19 février 2025 avec la vanne d'isolement et les débourbeurs, a été transmis par l'exploitant. Ce schéma est notamment à destination du SDIS en cas d'incident.</p>				
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>				

N° 11 : Bassin de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2025, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, pollution des eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>-Article 6 :</p> <p>"[...] Le site dispose, au nord, d'un bassin étanche d'une capacité utile de 542 m³, à double usage :</p> <ul style="list-style-type: none"> en fonctionnement normal du site, rôle de tampon des eaux pluviales ruisselant sur le site avant rejet au fossé. Le débit de fuite maximal de ce bassin vers le milieu naturel est de 3 l/ha/s, soit 3,7 l/s. ; en cas d'incendie, le bassin est isolé (obturation de l'exutoire par une vanne manuelle) afin de contenir les eaux d'extinction incendie. <p><i>L'emplacement de la vanne doit être identifié par une signalisation adéquate. Son accessibilité est assurée par un entretien régulier des abords. Le personnel est formé à sa manœuvre qui doit être clairement explicitée. Les outils nécessaires à sa manipulation sont disposés à proximité immédiate."</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Le bassin de rétention est équipé d'une vanne d'isolement manuelle qui est située sous un regard. Pour y accéder il faut disposer d'un outil (type pied de biche) qui n'est pas présent à proximité du bassin. La vanne n'est pas signalée et il n'y a pas de notice d'utilisation.</p> <p>Il est constaté la présence d'un peu d'eau et de végétation au fond du bassin mais la capacité de rétention apparaît préservée.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place une signalétique pour identifier la vanne d'isolement, ainsi qu'une notice d'utilisation à proximité.</p> <p>Les outils permettant de soulever le regard pour accéder à la vanne doivent également être facilement accessibles.</p> <p>La végétation présente dans le fond du bassin devra être retirée lorsque nécessaire.</p> <p>Une fois les actions réalisées, les justificatifs (photos par exemple) devront être envoyés à l'IIC.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 12 : Entreposage des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2025, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>- Article 7 Entreposage des déchets</p> <p><i>« Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</i></p> <p><i>Les bennes de stockage de déchets (dont les crasses) entreposées à l'extérieur doivent être protégées des intempéries ou être dotées de capots permettant d'empêcher tout lessivage.</i></p> <p><i>Les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées."</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Les déchets sont entreposés dans des bennes en acier couvertes et étanches.</p> <p>Cependant, lors de la visite du site, l'exploitant a pu constater que des crasses d'aluminium issus des fours finissent de refroidir dans des contenants non protégés de la pluie. Cela constitue un risque de pollution des milieux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit protéger de la pluie tous les déchets, notamment les crasses de métaux issus des fours, pour éviter des risques de ruissellement d'eau polluée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 13 : Séparation des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/10/2014, article 5.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Séparation des déchets
Prescription contrôlée : <i>Article 5.1.2 Séparation des déchets</i> <i>" L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement [...]</i> <i>"</i>
Constats : Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que les déchets étaient bien séparés. Les déchets générés par l'entreprise sont les suivants : métalliques, pisés, crasses (d'aluminium, de zinc), creusets, bois, cartons, plastiques (big bags), huiles usagées...
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Cuve aérienne de propane

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2025, article 8.3
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : <i>Article 8.3 Cuve aérienne de propane :</i> <i>"L'installation est dotée d'un système fixe d'arrosage raccordé."</i> <i>Article 7.5.3. Vérification périodique et maintenance des équipements (arrêté préfectoral du 6 octobre 2014)</i> <i>"L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</i> <i>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</i>
Constats : La cuve aérienne de propane a été installée le 14 décembre 2023. La rampe d'arrosage fixe au-dessus de la cuve est bien présente et s'actionne avec une vanne manuelle. L'exploitant effectue lui-même les tests de la rampe d'arrosage. Il l'a d'ailleurs mise en fonctionnement lors de la visite. Il précise que la cuve de propane est en location, et qu'il a une convention de fourniture de propane vrac avec Vitogaz qu'il a transmise à l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection a pu constater le bon fonctionnement de la rampe d'arrosage de la cuve de propane. Cependant, l'exploitant doit pouvoir justifier des tests de fonctionnement qu'il réalise lui-même par la tenue d'un registre sur lequel sont également mentionnées les éventuelles suites.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Inertage de l'ancienne cuve de Gazole Non routier (GNR)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2025, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Rendre inerte de l'ancienne cuve de gazole non routier (GNR)
Prescription contrôlée : - Article 9 « Arrêt de l'exploitation du réservoir enterré de gazole non routier : <i>Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, le réservoir enterré de 4 000 l simple peau précédemment exploité est inerté et un sondage de profondeur minimale de 2 m est réalisé afin de vérifier l'absence d'hydrocarbures dans les sols. Le rapport d'analyse produit est transmis à l'inspection des installations classées.</i> [...] »
Constats : L'exploitant indique avoir procédé à l'inertage de l'ancienne cuve de Gazole non routier (GNR). Il a transmis la facture du béton datée du 1er juillet 2025, ainsi que le devis signé avec Morlat Assainissement daté d'avril 2025 pour la procédure d'inertage par le béton. Une analyse des sols a été réalisée en juillet 2025 et un des sondages était situé à l'aval de la cuve inertée : elle a notamment conclu à l'absence d'impact en aval immédiat de la cuve enterrée de GNR.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Etat des stocks des produits dangereux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/10/2014, article 71.2
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks des produits dangereux
Prescription contrôlée : Article 71.2 « Etat des stocks des produits dangereux [...] <i>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. »</i>
Constats :

<p>L'exploitant ne dispose pas d'un registre indiquant la nature et la quantité de produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages.</p> <p>Il s'agit de documents à destination du SDIS en cas d'incident sur le site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réaliser et transmettre à l'inspection un registre indiquant la nature et la quantité de produits dangereux détenus (ou la quantité maximale pour certains produits), auquel est annexé un plan général pour localiser ces stockages.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 17 : Chaufferies

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/0214, article 7.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, équipements des chaufferies</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>-Article 7.2.2 « [...] »</p> <p>A l'extérieur de la chaufferie sont installés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ; • un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ; • un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente. »
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'y a plus de chaudière sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 18 : Equipements sous pression

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6, 7 et 15</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 6 "I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :</p>

- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;
- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;
- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :

- pour tous les équipements :
- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;
- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;
- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;
- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;
- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;

[...]

III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression."

- Article 7

"Sont soumis à la déclaration et au contrôle de mise en service :

1. Les récipients sous pression de gaz dont la pression maximale admissible PS est supérieure à 4 bar et dont le produit pression maximale admissible par le volume est supérieur à 10 000 bar.l ;
2. Les tuyauteries dont la pression maximale admissible PS est supérieure à 4 bar appartenant à une des catégories suivantes :
 - a) Tuyauteries de gaz du groupe 1 dont la dimension nominale est supérieure à DN 350 ou dont le produit PS.DN est supérieur à 3 500 bar, à l'exception de celles dont la dimension nominale est au plus égale à DN 100 ;
 - b) Tuyauteries de gaz de groupe 2 dont la dimension nominale est supérieure à DN 250, à l'exception de celles dont le produit PS.DN est au plus égal à 5 000 bar ;
3. Les générateurs de vapeur appartenant au moins à une des catégories suivantes :
 - a) Générateurs de vapeur dont la pression maximale admissible PS est supérieure à 32 bar ;
 - b) Générateurs de vapeur dont le volume est supérieur à 2 400 l ;
 - c) Générateurs de vapeur dont le produit PS.V excède 6 000 bar ;
4. Les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide fixes.

Le contrôle de mise en service prévu à l'article L. 557-28 du code de l'environnement a pour objet de constater que l'équipement, une fois installé, satisfait aux dispositions du titre II du présent arrêté et que ses conditions d'exploitation en permettent une utilisation sûre."

- Article 15 :

"I [...] Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, [...]"

Constats :

Le site est équipé d'équipements sous pression soumis à l'arrêté du 20 novembre 2017 cité ci-dessus, et notamment de 2 cuves d'air sous pression (350L et 863 L). Ces cuves sont reliées à des compresseurs. Elles servent à décoller les lingots et à "dépoussiérer" les filtres à manches. Elles sont soumises à une requalification périodique tous les 10 ans, et la première inspection périodique doit être réalisée dans un délai maximal de 3 ans si le contrôle de mise en service n'a pas été réalisé (article 15 de l'AM du 20/11/2017). Sinon, le délai maximal est de 4 ans.

Le contrôle de mise en service n'est pas obligatoire pour les 2 cuves (article 7 de l'AM du 20/11/2017) mais il conditionne le délai pour réaliser la première inspection périodique.

Lors de la visite, l'exploitant a précisé que l'une des cuves date de 2022, et qu'il a prévu de réaliser l'inspection périodique en août 2026. Suite à la visite, le service de l'inspection a demandé une copie du contrôle de mise en service, mais l'exploitant ne l'a pas transmise : la première inspection périodique aurait dû être réalisée en 2025 (délai maximal de 3 ans).

L'exploitant indique également que l'autre cuve d'air a été remplacée par une nouvelle en 2025 (cuve CORDIVARI n° P187808 de V 863 l et de PS 11 bar). La plaque mentionne la date du 29/01/2024. Suite à la demande par courriel, l'exploitant n'a pas transmis une copie du contrôle de mise en service (si réalisé car non exigible) ou tout document prouvant la mise en service de la cuve à une date ultérieure. A défaut c'est la date mentionnée sur l'équipement (donc le 29/01/2024) qui est retenue réglementairement pour calculer les périodicités maximales d'inspection périodique (qui devra donc être réalisée avant le 29/01/2027) et de requalification périodiques.

L'exploitant n'a pas transmis la liste des équipements sous pression contenant le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection, ainsi que de la dernière et de la prochaine requalification périodique (article 6-III de l'AM du 20/11/2017).

L'exploitant n'a pas transmis d'éléments devant être versés dans chacun des dossiers d'exploitation des équipements fixes (article 6-I de l'AM du 20/11/2017).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Concernant la cuve installée en 2022, l'exploitant aurait dû réaliser la première inspection périodique en 2025 (délai maximal de 3 ans, car contrôle de mise en service non transmis). Il doit donc la faire réaliser dans un délai de 4 mois et transmettre le rapport à l'inspection.

Il doit également transmettre la liste des équipements sous pression contenant le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection, ainsi que de la dernière et de la prochaine requalification périodique, conformément à l'article 6-III de l'AM du 20/11/2017.

Il doit justifier de la présence d'un dossier d'exploitation pour chaque équipement sous pression fixe soumis, conformément à article 6-I de l'AM du 20/11/2017.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 19 : Mesures de prévention (fours de fusion induction)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/06/2025, article 1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>-Article 1.3 <i>« Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. »</i></p> <p>Étude de dangers (avril 2024) <i>« [...] Plusieurs mesures de prévention / protection sont en place sur le site afin d'éviter l'occurrence de ce phénomène :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>• Analyse en continu du circuit de mise à la terre avec asservissement à l'alimentation du four (détecte un début d'infiltration de métal dans la paroi). Pas de redémarrage possible tant que la fissure n'est pas réparée -> vidange du four et réparation ou changement du pisé,</i> <i>• Vérification du système d'analyse en continu à chaque prise de poste,</i> <i>• Changement systématique du pisé des fours tous les 6 mois,</i> <i>• Limitation de la corrosion par la présence d'eau glycolée dans le circuit de refroidissement. »</i>
<p>Constats :</p> <p>Le site est équipé de deux fours à induction : de 1,2 tonnes et de 3 tonnes. Celui de 3 tonnes a été mis en fonctionnement début 2025.</p> <p>L'exploitant indique que les deux fours sont équipés d'une analyse en continu du circuit de mise à la terre avec asservissement à l'alimentation du four. Par sondage, l'inspection a visualisé l'affichage digital du contrôle de mise à la terre du four de 3 tonnes (pas de contrôle du four de 1,2 tonnes lors de la visite d'inspection).</p> <p>L'exploitant indique qu'à chaque prise de poste, l'agent vérifie le bon fonctionnement de l'analyse en continu du circuit de mise à la terre. Pour cela, il crée un courant dans le four et s'assure que le système d'analyse en continu du circuit de mise à la terre le détecte. La procédure a été transmise à l'inspection, mais n'était pas affichée dans l'atelier à proximité des fours.</p> <p>L'exploitant indique que le pisé du four de 1,2 tonnes est remplacé systématiquement tous les 6 mois. Il a transmis deux factures Insertec de réfection de ce four, datées d'avril 2025, et d'août 2025. Il est indiqué dans l'étude de danger complétée, réalisée dans le cadre de l'autorisation environnementale pour l'ajout du four à induction de 3 tonnes, que le pisé de ce four devait être</p>

<p>également remplacé systématiquement tous les 6 mois. Or, l'exploitant indique que ce four est plus grand et que le pisé devrait s'user moins vite de par ses caractéristiques. Il précise que son usure est évaluée régulièrement lors de l'intervention d'un spécialiste de l'entreprise Insertec, qui réalise un "grattage" des fours, et que la fréquence du changement du pisé de ce four sera déterminée ultérieurement. Il rappelle également que le four de 3 tonnes est toujours pour l'instant en phase de mise au point et qu'il n'est pas encore pleinement exploité.</p> <p>Les factures correspondantes aux interventions de grattages des fours ont été transmises à l'IIC :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour le four de 1,2 tonnes : les factures de juin 2025 à janvier 2026 ont été transmises . Les interventions sont réalisées environ toutes les 3 semaines. - pour le four de 3 tonnes, les factures de septembre 2025 à janvier 2026 ont été transmises. Les interventions sont réalisées environ tous les deux mois. <p>L'exploitant confirme utiliser de l'eau glycolée pour le fonctionnement de ses fours. Il a transmis la fiche de données de sécurité à l'inspection ("Neutragel Neo").</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La procédure de vérification du bon fonctionnement de l'analyse en continu du circuit de mise à la terre (création d'un courant électrique dans le four par un agent) doit être affichée dans l'atelier à proximité des fours.</p> <p>L'exploitant doit transmettre les notices d'utilisation des deux fours induction, concernant notamment l'asservissement à la mise à la terre.</p> <p>Dès que le four à induction de 3 tonnes aura été suffisamment exploité pour évaluer l'usure du pisé, l'exploitant devra transmettre à l'inspection la fréquence de changement du pisé et les éléments justificatifs qui auront permis de la fixer.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois pour afficher dans l'atelier la procédure de vérification du bon fonctionnement de l'analyse en continu du circuit de mise à la terre, et pour transmettre les notices d'utilisation du four.</p>

N° 20 : Rétentions de l'eau glycolée

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/06/2025, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, rétentions de l'eau glycolée</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>-Article 6 :</p> <p><i>"Les dispositions de l'article 7.1.1 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2014 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :</i></p> <p>«</p> <p><i>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus."

Constats :

Lors de la visite du site, l'inspection constate que des bidons d'eau glycolée sont stockées sans rétention. En cas de fuite, l'exploitant précise que l'eau glycolée s'écoulerait vers la fosse septique, ce qui pourrait impacter le milieu naturel.

La fiche de données de sécurité de l'eau glycolée (Neutagel Neo) a été transmise à l'inspection : il y figure les mentions de danger H302 et H373.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place des rétentions au niveau des contenants d'eau glycolée. Ces rétentions doivent être dimensionnées conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral de 2025 cité ci-dessus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 21 : Classement éventuel du système aéroréfrigérant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/12/2020, article L512-7 et L512-8

Thème(s) : Situation administrative, Classement éventuel du système aéroréfrigérant

Prescription contrôlée :

Article L. 512-8 :

"Sont soumises à **déclaration** les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés

à l'article L. 511-1. La déclaration inclut les installations, ouvrages, travaux et activités relevant du II de l'article L. 214- 3 projetés par le pétitionnaire que leur connexité rend nécessaires à l'installation classée ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients. La déclaration vaut application des dispositions des articles L. 214-3 à L. 214-6."

Article 512-7

"I. - Sont soumises à **autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement**, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées.

Les activités pouvant, à ce titre, relever du régime d'enregistrement concernent les secteurs ou technologies dont les enjeux environnementaux et les risques sont bien connus, lorsque les installations ne sont soumises ni à la directive 2010/75/ UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles au titre de son annexe I, ni à une obligation d'évaluation environnementale systématique au titre de l'annexe I de la directive 85/337/ CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement."

Constats :

Les 2 fours à induction sont chacun équipé d'un système aéroréfrigérant situé à l'extérieur au droit du bâtiment de production, permettant de refroidir l'eau glycolée.

Ces systèmes aéroréfrigérants n'ont pas fait l'objet d'une demande de classement ICPE par l'exploitant, au titre de la rubrique 2921.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier que les systèmes aéroréfrigérants des deux fours à induction ne nécessitent pas de classement au titre de la nomenclature ICPE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois